



LE PROCESSUS DE KIGALI :

MODALITES POUR L'APPUI DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT A LA GOUVERNANCE LOCALE EN AFRIQUE

ORDRE DU JOUR

- ❑ QU'EST-CE QUE LE PROCESSUS DE KIGALI?
- ❑ POURQUOI LE PROCESSUS DE KIGALI?
- ❑ LES ACTEURS DU PROCESSUS DE KIGALI
- ❑ LES PARTENAIRES DU PROCESSUS DE KIGALI
- ❑ CALENDRIER DES ACTIVITES
- ❑ TEMPS FORTS DE LA CONFERENCE DE KIGALI
- ❑ LES RESOLUTIONS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT
- ❑ PROCHAINES ETAPES, DEFIS, PERSPECTIVES

QU'EST-CE QUE LE PROCESSUS DE KIGALI?

- Un groupe de Partenaires au Développement (DP) qui travaille, en collaboration avec une sélection de Pays africains Partenaires (PP), à l'élaboration d'un programme de soutien à la gouvernance décentralisée
- Les partenaires incluent: la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, le Joint Africa Institute (JAI) et le Ministère allemand de la Coopération au Développement (BMZ), via la Banque allemande de Développement (KfW) et InWEnt
- Le processus soutient les perspectives de développement et de gouvernance en Afrique dans le contexte des ODM (2015)



POURQUOI LE PROCESSUS DE KIGALI?

Les gouvernements africains & les DP reconnaissent invariablement l'importance de la gouvernance locale pour le développement

Il en résulte un consensus grandissant sur les thèmes suivants:

- *L'avancement des ODMs requi□re des institutions locales efficaces car la plupart des ODM sont mieux g□r□s par les communaut□s locales*
- *La pauvret□ est li□e au manque de capacit□s autant qu' □ la pauvret□ mon□taire ou □ l'acc□s aux services publics*
- *La gouvernance locale a le pouvoir de renforcer la d□mocratie, la l□gitimit□ et l'efficacit□ des collectivit□s au niveau r□gional ou local.*



LES ACTEURS DU PROCESSUS DE KIGALI

- Burkina Faso
- Madagascar
- Mali
- Rwanda
- Sénégal
- Ethiopie
- Ghana
- Kenya
- Malawi
- Mozambique
- Namibie
- Nigeria
- Tanzanie
- Uganda
- Zambie
- République d'Afrique du Sud
- Sierra Leone (Observateur)



LES ACTEURS DU PROCESSUS DE KIGALI- 2

- Hauts fonctionnaires (en général SG & DG) des ministères des finances et des collectivités locales (CL)
- Représentants des associations des municipalités ou collectivités locales
- Hauts représentants des Pays Partenaires & institutions financières internationales
- Représentants des Organisations de la Société Civile travaillant avec les associations locales ou municipales



LES PARTENAIRES DU PROCESSUS DE KIGALI

- Joint Africa Institute
- Banque Africaine de Développement
- Ministère allemand de la Coopération au Développement (BMZ)-GTZ, InWEnt, KfW
- Banque Mondiale
- Irish Aid
- Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas
- Royal Tropical Institute
- IDEA
- Fond d'Équipement des Nations Unies (UNCDF)
- Impact Alliance
- Agence Suisse pour le Développement & la Coopération
- Forum pour les Collectivités Locales du Commonwealth
- Partenariats pour le Dev. Municipal (Ouest/Est) e



CALENDRIER DES ACTIVITES

- 2005: 1^{ere} Conference à **Tunis** rassemblant des acteurs de la gouvernance locale de 16 pays africains

- 2006: Réunions internationales du Groupe de Travail des Bailleurs sur la Gouvernance Locale, a Frankfort (avril) et Bruxelles (novembre)

- 2006: 2^{eme} Conférence sur Gouvernance Locale et Résultats 'pro-pauvres'- **Kigali**

- 2007: 3^{eme} Conférence sur Gouvernance Locale et Résultats 'pro-pauvres': Gestion des Dépenses Publiques au niveau local (à confirmer)

- 2008: 4^{eme} Conférence sur Gouvernance Locale et Résultats 'pro-pauvres'—avec les ministres des CL et des finances (à confirmer)



TEMPS FORTS

DE LA CONFERENCE DE KIGALI DE 2006

- ❑ Discussion des Indicateurs Institutionnels et Financiers critiques pour l'atteinte des ODM et les challenges pour leur mise en œuvre dans les Pays africains Partenaires
- ❑ Echanges d'expériences entre hauts fonctionnaires des ministères des finances et des collectivités locales et les associations des municipalités sur les programmes de soutien aux CL, initiés par les gouvernements, harmonisés et orientés vers la performance (par ex. Uganda, Tanzanie, Burkina Faso, Madagascar)
- ❑ Identification par les représentants des CL de propositions d'améliorations dans leurs pays respectifs
- ❑ Proposition en 8 points des DP pour un soutien harmonisé aux CL



LES RESOLUTIONS

DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

- ❑ Les DP notent avec satisfaction que la décentralisation reste une importante priorité de développement de tous les pays partenaires (PP)
- ❑ Les efforts pour faire avancer le processus seront avant tout menés par les pays/participants
- ❑ Beaucoup de PP ont commencé à développer et à utiliser des indicateurs pour la décentralisation
- ❑ Les DP s'engagent à soutenir les PP d'une façon harmonisée



LES RESOLUTIONS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT - 2

- ❑ Les conclusions de Kigali 2006 seront publiées et diffusées largement à tous les participants et aux pays représentés. Elles seront aussi partagées avec les DP lors de leur réunion a Bruxelles (Novembre 2006) et à la Conférence Annuelle des Ministres sur le Décentralisation (AMCOD).
- ❑ Les DP continueront a soutenir la mise en œuvre des plans d'actions des PP
- ❑ Les DP appuieront les efforts des PP pour sensibiliser les SG et ministres responsables du financement et de l'évaluation des CL dans leurs pays respectifs.
- ❑ Les DP utiliseront le facilitateur identifié par chaque délégation de pays à Kigali, comme point focal pour les futures échanges d'informations avec l'équipe pays/la délégation.



PROCHAINES ETAPES

- Création par InWEnt d'un espace virtuel de dialogue entre les participants après l'atelier— afin d'aider à la mise en œuvre des programmes proposés par chaque pays
- 2007 Conférence de suivi sur '**Gestion des Finances Publiques au niveau local**' (à confirmer)
- L'Allemagne veut créer et financer un secrétariat pour l'Efficacité de l'Aide et l'Harmonisation en matière de Gouvernance Locale



PROCHAINES ETAPES - 2

- Création d'un groupe de travail informel sur l'harmonisation en matière de gouvernance locale
- Raffinement des indicateurs de gouvernance locale par les DP en collaboration avec les Pays Partenaires
- Réunion politique des ministres des collectivités locales et des finances en 2008



DEFIS

- Mise en œuvre des Plans d'Action qui ont été arrêtés
- Intégration des Indicateurs Gouvernance Locale dans les systèmes nationaux de collecte et de gestion des données statistiques
- Gestion par la Performance et problématique des régions en retard



DEFIS 2

- ❑ Implications en termes de capacité et de cout du développement et de la gestion des indicateurs
- ❑ Soutien budgétaire aux CL – encore loin d’être une réalité
- ❑ Soutien des bailleurs: mécanismes de responsabilité externes/upward vs domestiques/downward
- ❑ Une meilleure interaction entre Min CL et Min. Finances est nécessaire



PERSPECTIVES: PLAN D'ACTION DU G-8 POUR LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

- **Les ministres des Finances** du G-8 ont publié le 19 mai 2007 un Plan d'Action en 10 points incluant la déclaration suivante (résolution numéro 7):
- Soutien à la Décentralisation Fiscale: *Un système de gouvernance à plusieurs niveaux nécessite une définition claire des responsabilités politiques et financières de chaque niveau de gouvernement. Le dialogue a été initié à la conférence de Kigali en 2006, ou le besoin de renforcer les capacités à tous les niveaux [...] a été souligné. Partout où nos partenaires s'engagent pour la mise en œuvre d'une politique de décentralisation fiscale [...], nous mettrons tout en œuvre pour les soutenir.*

